



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

fonctionnement

Question au Gouvernement n° 426

Texte de la question

SITUATION DANS LES LYCÉES

M. le président. La parole est à M. Pierre Gosnat, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. Pierre Gosnat. Ma question s'adresse à M. Darcos, ministre de l'éducation nationale.

Depuis plusieurs semaines, des luttes s'amplifient dans le pays pour exiger du Gouvernement qu'il revienne sur ses décisions concernant l'éducation nationale. Elles rassemblent des professeurs, des lycéens, des parents d'élèves et, à partir de demain, des étudiants. Un grand nombre d'élus locaux sont à leurs côtés. Monsieur le ministre de l'éducation nationale, allez-vous rester " droit dans vos bottes ", sans prêter attention au message qui vous est adressé ni engager de concertation avec les organisations syndicales ?

C'est une erreur de vouloir minimiser l'ampleur de ce mouvement, voire de chercher à le discréditer en soufflant sur les braises de la provocation et de la répression. Nous assurons la jeunesse de notre solidarité.

C'est également une erreur de vous cantonner à répéter que le budget a été voté et que rien n'y changera. C'est vrai, le budget a été voté, mais il ne prévoyait pas d'envoyer un contingent supplémentaire de sept cents hommes en Afghanistan ! Pourquoi ne pas privilégier l'éducation plutôt que la guerre ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe de la Gauche démocrate et républicaine. - Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

Vous répétez sans cesse que la réduction des effectifs d'enseignants se justifie par la baisse de la démographie scolaire. Mais cette litanie est irrecevable, d'abord parce qu'il existe déjà un déficit important d'enseignants, ensuite parce que vous savez que, dans les prochaines années, il y aura un afflux important de jeunes et d'enfants à scolariser. Pourquoi mettre ainsi en péril notre système d'éducation, dont tout le monde s'accorde à reconnaître les mérites ?

En réalité, la démographie n'est qu'un prétexte pour mettre délibérément en oeuvre une politique insensée de réduction du nombre d'enseignants et, de manière générale, du nombre de fonctionnaires, au nom des économies budgétaires. Quand le Premier ministre déclare que les caisses sont vides, ce n'est pas vrai : vous trouvez toujours l'argent pour favoriser les plus fortunés (*" Ah ! " sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire*) ou pour envoyer des militaires à l'autre bout de monde. Vous avez donc des marges de manoeuvre.

Quand allez-vous décider de vous asseoir à la table des négociations avec ceux qui vous pressent de faire de l'éducation une priorité nationale, un droit pour tous et un facteur essentiel de lutte contre les inégalités sociales ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe de la Gauche démocrate et républicaine et sur plusieurs bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.)*

M. le président. La parole est à M. Luc Chatel, secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation. *(Vives protestations sur les bancs du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.)*

M. Luc Chatel, *secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation, porte-parole du Gouvernement.*

Monsieur le député, M. Xavier Darcos étant en déplacement officiel à Berlin, le Premier ministre m'a demandé de vous répondre à sa place.

Le Gouvernement entend les préoccupations des lycéens et il sait l'inquiétude qu'ils éprouvent par rapport à leur avenir.

M. Maxime Gremetz. Non, il ne sait rien !

M. le secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation, porte-parole du Gouvernement. C'est parce que nous respectons l'expression de cette inquiétude que nous ne pouvons que dénoncer ceux qui cherchent à la détourner de son objet. Non, le Gouvernement ne vous laissera pas affirmer une fois de plus que la question des postes serait la clé du succès ou de l'échec de l'éducation nationale ! *(Protestations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.)*

M. Maxime Gremetz. Vous n'avez pas honte ?

M. le secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation, porte-parole du Gouvernement. Je vous rappelle, monsieur le député, qu'au cours des vingt dernières années, 12 000 postes ont été créés dans le premier degré, alors que les effectifs diminuaient de 200 000 élèves. L'école primaire s'en porte-t-elle mieux pour autant ? Non. C'est en tout cas l'avis des organismes internationaux, qui s'efforcent de regarder les résultats en toute objectivité et qui constatent le décrochage de notre pays.

M. Maxime Gremetz. Pipeau !

M. le secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation, porte-parole du Gouvernement. Si nous ne partageons pas votre position, c'est parce que nous n'avons pas pour ambition d'obtenir les mêmes résultats que vous, c'est-à-dire une école dont les performances reculent au détriment des plus faibles.

Le Gouvernement ne vous laissera pas tromper l'opinion, en prétendant que mieux gérer le système éducatif serait l'affaiblir. En effet, que faisons-nous des économies que nous dégageons ? Nous les consacrons aux élèves les plus faibles, ceux qui ont le moins de moyens. Je pense par exemple aux 40 000 écoliers de la zone B, qui peuvent aujourd'hui bénéficier de cours de rattrapage et d'heures de cours supplémentaires. Allez-vous affirmer, monsieur le député, comme l'a fait récemment le maire de Toulouse, que vous souhaitez renoncer à ce qui est un progrès pour les écoliers en difficulté ?

Le Gouvernement ne laissera pas la politique politicienne couvrir la voix des lycéens, qui veulent parler de leur avenir. Notre porte leur est toujours ouverte pour en parler avec eux. *(Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

M. Patrick Roy. Les élèves ne sont pas des consommateurs !

M. le président. Monsieur Roy, si vous pouviez vous distinguer autrement que par des hurlements, ce serait beaucoup mieux. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

Données clés

Auteur : [M. Pierre Gosnat](#)

Circonscription : Val-de-Marne (10^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 426

Rubrique : Enseignement

Ministère interrogé : Industrie et consommation

Ministère attributaire : Industrie et consommation

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 10 avril 2008

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 10 avril 2008